



RAPPORT DU COMMISSAIRE GENERAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES
NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Additif

1. Le présent additif au rapport du Commissaire général à l'Assemblée générale 1/ présente des renseignements sur le bilan financier de 1985, la situation financière à ce jour en 1986 et le projet de budget de l'Office pour 1987.
2. Une aide est aussi accordée directement aux réfugiés de Palestine par les gouvernements dans la zone d'activité de l'UNRWA. Les renseignements sur cette aide, tels qu'ils sont indiqués par les gouvernements en question, figurent à l'annexe II.

I. BILAN FINANCIER DE 1985

3. Exception faite de 1984, lorsque l'Office a reçu une subvention exceptionnelle de 8,9 millions de dollars à la suite de la liquidation du Fonds d'affectation spéciale pour l'Opération d'urgence des Nations Unies, les contributions ordinaires faites à l'Office ont baissé chaque année entre 1980 et 1985. Au début de 1985, le montant total des contributions ordinaires n'était que de 164 millions de dollars, soit quelque 26 millions de moins qu'en 1980. Cette réduction des recettes était telle que le Commissaire général a été contraint d'opérer des coupes sombres dans le budget de 1985 et d'adresser un appel spécial aux gouvernements pour leur demander des contributions supplémentaires. Un certain nombre de gouvernements ont répondu à cet appel et à la fin de 1985, les recettes de l'Office pour l'année s'élevaient à 182 millions de dollars. L'Office a pu de ce fait réduire très sensiblement le déficit de son Fonds général, les dépenses n'excédant plus les recettes que de 1,2 million de dollars, montant qui a été financé à l'aide du fonds de roulement.

II. SITUATION FINANCIERE EN 1986

4. Le projet de budget consolidé de l'Office pour 1986 était de 191,2 millions de dollars (170,5 millions pour le Fonds général, 13,1 millions pour les fonds alloués à des projets et 7,6 millions pour les fonds alloués aux travaux de construction) 2/. Ce budget, qui a été ajusté pour tenir compte des taux de change en vigueur en décembre 1985, a été autorisé aux fins d'engagements de dépenses par le Commissaire général.

5. A la date de l'établissement du présent rapport, les dépenses prévues pour 1986 dépassent les recettes de 9 millions de dollars, dont 2 millions pour le Fonds général et 7 millions pour les fonds destinés aux travaux de construction. L'Office a fait savoir à ses principaux donateurs quel était à ce jour le montant des recettes pour 1986 (voir annexe I) et espère qu'ils annonceront les contributions supplémentaires nécessaires pour 1986, en particulier pour le Fonds général.

III. PLAN A MOYEN TERME

6. L'Office a lancé en 1986 sa première opération de planification pluriannuelle. Pour permettre une bonne gestion de ses trois programmes organiques - enseignement, santé et secours - et pour donner à l'avance aux donateurs une indication du niveau de financement qui sera nécessaire au cours de la période de planification, l'Office a établi un plan triennal à moyen terme. Il s'agit d'un plan "continu", c'est-à-dire qu'on le révisera chaque année en ajoutant une année et en supprimant l'année en cours. Il contient une description des objectifs de chaque programme et sous-programme, des stratégies qui seront suivies pour atteindre ces objectifs et des méthodes d'évaluation des résultats obtenus. Il servira ainsi de base pour l'établissement des budgets annuels de l'Office.

IV. PROJET DE BUDGET POUR 1987

7. Suivant la pratique établie en 1985, le projet de budget de l'UNRWA pour 1987 est présenté à la quarante et unième session de l'Assemblée générale sous forme d'un additif au rapport du Commissaire général. Ce projet de budget est divisé en trois parties : le Fonds général, les fonds alloués à des projets spécifiques et les fonds alloués aux travaux de construction.

A. Projet de budget consolidé

8. Comme il ressort du tableau 1, le projet de budget consolidé pour 1987 (Fonds général, fonds alloués à des projets spécifiques et fonds alloués aux travaux de construction) se chiffre à 200,3 millions de dollars, soit une augmentation de 9,1 millions de dollars (4,8 p. 100) par rapport au budget approuvé de 1986. On trouvera au tableau 2 une comparaison des deux budgets par poste de dépense.

9. Le budget pour 1987 a été établi sur la base des politiques et stratégies mises au point dans le plan à moyen terme de l'Office pour 1987-1989, qui indique également une projection des recettes dont l'Office aura besoin pendant cette période. On est parti pour ce faire d'une hypothèse réaliste quant aux recettes qu'il devrait être possible d'obtenir des gouvernements donateurs et d'autres sources. Les principaux donateurs, à leur réunion de mai 1986, ont souscrit à ces projections de recettes et c'est sur cette base que le projet pour 1987 a été établi. Il est fondé aussi sur l'idée que tous les services administratifs et les services d'appui seraient maintenus au même niveau qu'en 1986 et que la croissance des trois programmes organiques ne procéderait que de l'accroissement démographique tel que projeté dans le plan à moyen terme.

B. Fonds général

10. Le budget du Fonds général représente les ressources nécessaires pour exécuter les principaux programmes que l'Office continue de mettre en œuvre. Y figurent les dépenses de personnel et autres dépenses nécessaires pour assurer les services d'enseignement, de santé et de protection sociale que l'Office fournit à 2 millions de réfugiés de Palestine. Chacun de ces programmes est décrit en plus grands détails ci-après.

11. Le projet de budget du Fonds général pour 1987 est de 178,3 millions de dollars, dont 163 millions pour les dépenses en espèces et 15,5 millions pour les produits alimentaires et les services fournis. Ces chiffres font apparaître une augmentation de 7,9 millions de dollars (4,6 p. 100) par rapport au budget approuvé de 1986.

Tableau 1

Budget approuvé de 1986 et projet de budget pour 1987

(En milliers de dollars E.-U.)

	1986			1987		
	Budget approuvé a/			Projet de budget		
	Dépenses en espèces	Dépenses en nature	Total	Dépenses en espèces	Dépenses en nature	Total
A. FONDS GENERAL						
I. Services d'éducation						
Enseignement primaire élémentaire	52 057	21	52 078	53 659	17	53 676
Enseignement primaire supérieur	35 541	7	34 548	35 175	14	35 189
Formation professionnelle et technique	7 951	838	8 789	8 240	791	9 031
Autres activités	4 538	797	5 335	4 082	762	4 844
Total	99 087	1 663	100 750	101 156	1 584	102 740
II. Services de santé						
Services médicaux	17 924	398	18 322	18 211	381	18 592
Assainissement du milieu	6 308	476	6 784	6 219	533	6 752
Total	24 232	874	25 106	24 430	914	25 344
III. Services de secours						
Aide aux personnes particulièrement nécessiteuses	2 384	10 119	12 503	2 818	12 390	15 208
Services de secours et d'assistance sociale	3 778	1	3 729	3 552	1	3 553
Abris	629	152	781	638	270	908
Total	6 741	10 272	17 013	7 008	12 661	19 669
IV. Services opérationnels						
Approvisionnement et transport	7 142	270	7 412	7 223	290	7 513
Architecture et génie civil	1 064	-	1 064	1 258	-	1 258
Total	8 206	270	8 476	8 481	290	8 771
V. Services communs						
Gestion générale	5 828	-	5 828	8 317	-	8 317
Administration	13 316	-	13 316	13 598	-	13 598
Total	19 144	-	19 144	21 915	-	21 915
TOTAL, FONDS GENERAL	157 410	13 079	170 489	162 990	15 447	178 439
B. FONDS ALLOUES A DES PROJETS						
Services d'éducation	2 862	-	2 862	3 031	77	3 108
Services de santé	4 858	5 101	9 959	4 037	6 158	10 195
Services de secours	271	-	271	327	3	330
TOTAL, FONDS ALLOUES A DES PROJETS	7 991	5 101	13 092	7 395	6 238	13 633
C. FONDS ALLOUES A DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION						
Services d'éducation	6 463	-	6 463	5 902	-	5 902
Services de santé	760	-	760	1 919	-	1 919
Services de secours	359	-	359	325	-	325
Services opérationnels	50	-	50	126	-	126
TOTAL, FONDS ALLOUES A DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION	7 632	-	7 632	8 272	-	8 272
TOTAL GENERAL	173 033	18 180	191 213	178 657	21 687	200 344

a/ Les rubriques du budget de 1986 ont été réorganisées de façon à correspondre à la présentation de 1987.

C. Fonds destinés à des projets

12. L'UNRWA continue d'exécuter deux types de projets : les projets continus, financés entièrement par des contributions spéciales, comme ceux qui sont indiqués à l'annexe III, et des projets de construction destinés à édifier de nouvelles installations ou à agrandir celles qui existent pour les programmes de l'Office. Les ressources nécessaires pour le financement des projets continus sont estimées à 13,6 millions de dollars pour 1987, soit une augmentation de 500 000 dollars par rapport à 1986, due à l'augmentation de la valeur des produits alimentaires distribués et à une légère augmentation du nombre de réfugiés bénéficiant du programme d'alimentation complémentaire.

D. Fonds destinés à des travaux de construction

13. Les fonds destinés à des travaux de construction doivent servir à remplacer des installations défectueuses ou à en construire de nouvelles pour tenir compte de l'augmentation du nombre des réfugiés. Ils serviront à construire de nouvelles écoles, des dispensaires et dispensaires auxiliaires, des centres de santé maternelle et infantile, des centres d'apprentissage de la couture, des centres de distribution et des entrepôts; ils permettront aussi de construire de nouvelles salles de classe afin d'éviter que trois groupes d'élèves ne doivent utiliser successivement les mêmes locaux, et de remplacer ou remettre en état les toilettes dans certaines écoles. Pour 1986, les ressources nécessaires pour ce faire avaient été évaluées à 7,6 millions de dollars mais, à la date de l'établissement du présent rapport, un financement n'avait été assuré que pour 1,5 million de dollars. De ce fait, un certain nombre de projets ont été inclus dans le projet de budget pour 1987, qui a été légèrement augmenté par rapport à 1986. Si l'Office n'obtient pas suffisamment de ressources pour construire ces installations qui sont très nécessaires, il devra continuer de louer des locaux, ce qui augmente le montant total de ses dépenses de fonctionnement.

E. Programmes

14. En 1987, les services d'enseignement représenteront environ 58 p. 100 du montant total du Fonds général, les services de santé 14 p. 100, les services de secours 11 p. 100, les services opérationnels 4,8 p. 100 et les services communs 12,2 p. 100. Chacun de ces programmes est décrit ci-après.

1. Education

15. Le programme d'enseignement de l'Office est composé des éléments suivants : enseignement primaire (niveaux élémentaire et supérieur), formation professionnelle et technique, dispensée dans des centres gérés par l'Office, et programme de bourses d'études, fournissant une aide financière aux étudiants réfugiés qui souhaitent suivre des cours dans des instituts d'enseignement supérieur situés dans la zone d'activité de l'Office ou à proximité. Dans le cadre du programme d'enseignement général (primaire, élémentaire et supérieur), 352 800 enfants suivent des cours dans 638 écoles de l'UNRWA, dispensés par 10 200 enseignants. En outre, 8 540 enfants réfugiés sont inscrits dans des écoles publiques et privées. On prévoit que le nombre d'élèves relevant de l'UNRWA augmentera de 2 840 pour l'année scolaire 1987/88, de sorte qu'il faudra recruter 78 nouveaux instituteurs à l'automne de 1987.

16. Dans les huit centres de formation de l'Office, 3 660 réfugiés de Palestine peuvent suivre un enseignement professionnel et technique et 850 une formation pédagogique. Les programmes de cours et leur contenu sont constamment revus par l'Office de façon que les diplômés puissent trouver du travail et contribuent ainsi au développement économique de la région. Pour l'année universitaire 1985/86, l'UNRWA a accordé 360 bourses d'études supérieures à des réfugiés.

17. En arrêtant les plans du programme d'enseignement général pour l'année scolaire 1987/88, l'Office a cherché à réduire les effectifs des classes les plus nombreuses, de façon qu'aucune classe n'ait plus de 50 élèves. Il faudra pour ce faire recruter 67 instituteurs en plus de ceux qui seront nécessaires du fait de l'augmentation du nombre des élèves (voir par. 14). De plus, 66 enseignants seront recrutés à Gaza de façon à supprimer les différences entre le volume de travail des enseignants à Gaza et sur la rive occidentale. Le but recherché est de supprimer les effets du gel du nombre des enseignants, qui avait été décrété pour l'année scolaire 1985/86 en raison des graves difficultés financières de l'Office en 1985.

18. L'objet du programme de construction destiné à l'enseignement est de remplacer par des classes standard les locaux loués ainsi que les écoles défectueuses ou inadéquates de l'Office et de faire face à l'augmentation du nombre d'élèves. Le coût de la construction de nouvelles classes standard peut être amorti en six ans grâce à la diminution du nombre d'enseignants requis. Le programme visant à améliorer les installations sanitaires dans les écoles, commencé en 1986, se poursuivra en 1987.

19. Les dépenses prévues pour le programme d'enseignement sont évaluées à 102,7 millions de dollars pour 1987, contre 100,8 millions en 1986.

2. Santé

20. Des services de santé primaires sont fournis dans le cadre de services de médecine curative et préventive et de programmes de santé maternelle et infantile, assurés par un réseau de 98 centres de santé, dispensaires, hôpitaux, laboratoires et centres de rééducation, qui sont gérés soit par l'UNRWA, soit par les gouvernements, et qui desservent environ 1 878 000 réfugiés de Palestine.

21. L'UNRWA fournit des services d'assainissement dans 61 camps abritant des réfugiés et des personnes déplacées. Ces services comprennent les éléments suivants : approvisionnement en eau potable, enlèvement des ordures, évacuation des eaux usées et des eaux de pluie et lutte contre les insectes et rongeurs vecteurs de maladies.

22. Trois objectifs généraux ont été incorporés dans le budget pour 1987 : améliorer les services médicaux spécialisés, en recrutant un certain nombre d'autres docteurs et infirmières, mettre en place des laboratoires d'analyses médicales là où il n'y en a pas et améliorer les services de santé dentaire. Dans les territoires occupés, l'objectif principal est d'augmenter le nombre de lits d'hôpitaux pour les réfugiés à Gaza et d'améliorer la situation sanitaire grâce à d'importants programmes d'équipement pour le ramassage des ordures et la reconstruction des égouts.

23. Le montant estimatif des dépenses prévues pour le programme de santé n'a pas augmenté bien que l'on prévoie une expansion dans certains secteurs. Les fluctuations des taux de change de plusieurs monnaies dans la région ont permis de maintenir au niveau de 1986 le budget pour 1987 (25,3 millions de dollars environ).

3. Secours

24. Le principal objectif du programme de secours de l'Office est d'aider les familles de réfugiés démunies, grâce à un programme pour les nécessiteux, en leur fournissant des denrées alimentaires de base, des couvertures, des vêtements pour enfants et des services de réparation ou de reconstruction d'abris. Actuellement, 118 000 personnes bénéficient de ce programme. Des subventions en espèces, d'un montant limité, sont données à ceux qui en ont particulièrement besoin et des programmes de formation pour adultes sont aussi menés à bien. En raison des difficultés économiques croissantes dans la zone d'activité de l'Office, on pense que 11 200 autres personnes demanderont à faire partie du programme en 1987. Les vivres et les vêtements sont distribués aux b'

vêtements se font deux fois par an.
du fait de l'augmentation du nombre de bénéficiaires.

25. On prévoit d'augmenter en 1987 le nombre des centres d'apprentissage de la couture et des centres d'activités féminines; les participants y apprennent en effet un métier qui leur permet d'augmenter le revenu de la famille. Des fonds supplémentaires seront nécessaires pour construire et équiper les nouveaux centres envisagés et pour recruter des enseignants qualifiés.

26. Le projet de budget pour 1987 est de 19,7 millions de dollars pour ce programme, soit une augmentation d'environ 2,6 millions par rapport à 1986, due essentiellement à l'augmentation prévue du nombre de personnes nécessiteuses.

4. Services opérationnels

27. Les trois programmes organiques de l'Office sont étayés par un service d'approvisionnement et de transport et un service d'architecture et de génie civil. Le premier assure les services d'achat et les services de transport de marchandises et de personnes dans toute la zone d'activité. En 1986, 23 650 tonnes d'articles de base et 5 000 tonnes de marchandises ont été acheminées, passant par un réseau d'entrepôts centraux et secondaires avant d'être distribuées aux bénéficiaires des services fournis par l'Office. Pour ses opérations logistiques, l'Office a toute une série de véhicules utilisés pour transporter les articles de base et les marchandises, ramasser les ordures et assurer l'approvisionnement en eau et les services d'entretien des égouts; ils servent aussi aux programmes d'enseignement et de santé. Au total, l'Office a 462 véhicules, dont l'entretien est assuré par ses mécaniciens. Le projet de budget pour ce service est de 7,5 millions de dollars pour 1987, contre 7,2 millions en 1986.

28. Le service d'architecture et de génie civil est chargé des plans de toutes les nouvelles installations et de l'entretien des locaux existants. En 1986, le personnel a travaillé à des plans de bâtiments représentant une valeur de 6,6 millions de dollars, supervisé des travaux de construction d'une valeur

d'environ 2,8 millions de dollars et exécuté un programme d'entretien d'environ 1,4 million de dollars. Le projet de budget du service est de 1,3 million de dollars pour 1987, soit une augmentation de 200 000 dollars par rapport à 1986. Les coûts associés à la construction d'installations nouvelles sont, dans la plupart des cas, imputés directement sur les fonds alloués à des travaux de construction.

5. Services communs

29. Les services communs, qui desservent tous les programmes de l'Office, sont de deux ordres : gestion générale et services d'administration. La gestion générale recouvre les bureaux du Commissaire général et de son adjoint, les directeurs dans chaque secteur et les fonctions suivantes : services juridiques, relations extérieures, information, vérification intérieure des comptes et services de gestion. Les services d'administration comprennent les fonctions suivantes : finances, personnel, traitement des données et fonctions connexes.

30. L'augmentation du coût des services communs est due à deux causes principales : tout d'abord, si les dépenses afférentes aux programmes ont diminué lorsque les taux de change sont devenus plus favorables dans deux des zones d'activité de l'UNRWA, il y a eu par contre des augmentations des coûts résultant d'une évolution contraire des taux de change dans les villes où se trouve la majeure partie du personnel d'administration de l'Office (Vienna et Amman). En deuxième lieu, les estimations de dépenses des services d'administration comprennent le coût du déménagement des bureaux de l'Office à Amman, qui vont être transférés de locaux loués à des locaux récemment libérés dans un bâtiment appartenant à l'Office. Cette dépense non renouvelable, qui représente à peu près 600 000 dollars, sera amortie en cinq ans grâce aux économies qui seront réalisées dans les frais de location.

F. Dépenses de personnel

31. Les dépenses de personnel constituent une partie importante du budget de fonctionnement de l'UNRWA, comme le montre le tableau 2, et elles sont soigneusement contrôlées et surveillées pendant tout l'exercice. En établissant le projet de budget pour 1987, on a maintenu le personnel d'administration au niveau de 1986 et on n'a augmenté le personnel des programmes organiques que de façon à tenir compte de la croissance du nombre des réfugiés et à supprimer les anomalies entre les charges de travail des uns et des autres. Le tableau 2 indique le montant estimatif des dépenses relatives au personnel financées à l'aide du budget ordinaire et de fonds extra-budgétaires; quant au tableau 3, il contient le tableau d'effectifs de l'UNRWA, lui aussi présenté par source de financement (budget ordinaire et fonds extra-budgétaires) et indique le nombre total de personnes employées. On s'efforce d'améliorer la productivité du personnel en lui dispensant une formation complémentaire et en introduisant du matériel automatisé. Lorsque des postes deviennent vacants, on analyse soigneusement la fonction de chacun pour s'assurer qu'ils sont encore nécessaires avant de chercher à les pourvoir.

32. En 1987, il faudra recruter 270 personnes pour les programmes d'enseignement, de santé et de secours. Par ailleurs, il est prévu de modifier le classement de quelques postes pour corriger des anomalies et pour modifier la répartition des tâches et des responsabilités dans un souci d'efficacité et de rentabilité accrues.

33. Le montant estimatif des dépenses de personnel est de 137 millions de dollars pour 1987, contre 134,9 millions en 1986.

Tableau 2

Etat récapitulatif des estimations budgétaires pour 1987
(budget ordinaire et fonds extra-budgétaires), par type
de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Type de dépense</u>	<u>1986</u> <u>Crédits</u> <u>ouverts</u>	<u>1987</u> <u>Estimations</u> <u>budgétaires</u>
<u>I. Dépenses imputées sur le budget ordinaire</u>		
Postes permanents		
Postes internationaux	5 510	6 176
<u>II. Dépenses de personnel imputées sur les fonds extra-budgétaires</u>		
Postes permanents		
Postes internationaux	750	578
Postes locaux	128 734	130 285
<u>III. Autres dépenses imputées sur les fonds extra-budgétaires</u>		
Services contractuels	5 806	6 103
Dépenses opérationnelles	615	944
Fournitures	10 262	10 877
Construction et équipement	10 897	12 900
Locaux	4 816	4 566
Bourses et subventions	6 721	7 322
Remboursements et transferts de ressources provenant des unités de production	(1 078)	(1 094)
Total partiel	<u>173 033</u>	<u>178 657</u>
<u>IV. Fournitures et services en nature</u>	<u>18 180</u>	<u>21 687</u>
Total général	<u><u>191 213</u></u>	<u><u>200 344</u></u>

Tableau 3

Tableau d'effectifs

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire		Postes permanents imputés sur les fonds extra-budgétaires		Postes fournis par l'Unesco et l'OMS		Total général	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
Secrétaire général adjoint	1	1	-	-	-	-	1	1
Sous-Secrétaire général	1	1	-	-	-	-	1	1
D-2	1	1	-	-	2	2	3	3
D-1	10	10	-	-	-	-	10	10
P-5	16	16	3	3	5	5	24	24
P-4	36	36	2	2	19	19	57	57
P-3	15	15	-	-	1	1	16	15
P-2/1	2	2	1	1	-	-	3	3
Total partiel	82	82	6	6	27	26	115	114
Agents des services généraux								
Total partiel	10	10	1	1	-	-	11	11
Personnel local								
G-18	-	-	16	17	-	-	16	17
17	-	-	9	9	-	-	9	9
16	-	-	75	86	-	-	75	86
15	-	-	87	83	-	-	87	83
14	-	-	172	184	-	-	172	184
13	-	-	69	75	-	-	69	75
12	-	-	284	251	-	-	284	251
11	-	-	236	219	-	-	236	219
10	-	-	2 229	2 526	-	-	2 229	2 526
9	-	-	2 087	2 247	-	-	2 087	2 247
8	-	-	4 430	4 313	-	-	4 430	4 313

Tableau 3 (suite)

	Postes permanents imputés sur le budget ordinaire		Postes permanents imputés sur les fonds extra-budgétaires		Postes fournis par l'Unesco et l'OMS		<u>Total général</u>	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
Personnel local (suite)								
7	-	-	1 859	1 746	-	-	1 859	1 746
6	-	-	948	1 065	-	-	948	1 065
5	-	-	798	842	-	-	798	842
4	-	-	377	352	-	-	377	352
3	-	-	203	199	-	-	203	199
2	-	-	444	479	-	-	444	479
1	-	-	2 969	2 865	-	-	2 969	2 865
Total partiel	-	-	17 292	17 558	-	-	17 292	17 558
Total général	92	92	17 299	17 565	27	26	17 418	17 683

G. Dépenses autres que les dépenses de personnel

34. En 1987, les dépenses augmenteront en ce qui concerne l'entretien des bâtiments et des installations, les fournitures, le remplacement de matériel hors d'usage et les services hospitaliers subventionnés à Gaza, ainsi que dans d'autres secteurs. Le montant estimatif des dépenses est de 41,6 millions de dollars pour les biens et services contre 38 millions en 1986.

V. FINANCEMENT DU BUDGET POUR 1987

35. On trouvera ci-après les montants des recettes en espèces et en nature nécessaires pour financer le budget de l'Office pour 1987 :

	1987 (En millions de dollars E.-U.)		Total
	<u>Recettes en espèces</u>	<u>Recettes en nature</u>	
A. Fonds général	163,0	15,4	178,4
B. Fonds destiné aux projets	7,4	6,2	13,6
C. Fonds destiné aux travaux de construction	8,3	-	8,3
Total	<u>178,7</u>	<u>21,6</u>	<u>200,3</u>

36. L'UNRWA n'a pas de réserves dans lesquelles il pourrait puiser pour financer le budget pour 1987. Il dépend donc entièrement, pour le financement de ses programmes, des contributions reçues des donateurs, qui sont de deux ordres : contributions en espèces et contributions en nature sous forme d'articles de base (principalement des denrées alimentaires) et de services.

A. Ressources nécessaires en espèces

37. Pour continuer à fournir des services de base en matière d'éducation, de santé et de secours, l'Office aura besoin de 163 millions de dollars à porter au crédit du Fonds général. A titre de comparaison, le montant estimatif des recettes pour 1986 se chiffre à 154,6 millions de dollars. Outre les ressources en espèces nécessaires pour financer les dépenses imputées sur le Fonds général, l'UNRWA doit encore financer en 1987 des dépenses d'un montant de 8,3 millions de dollars au titre des projets de construction ou de développement. Il sollicitera à cette fin l'assistance de donateurs. On prévoit que les donateurs actuels continueront de verser des contributions se chiffrant à environ 7,4 millions de dollars pour financer des activités de projets continues restant à exécuter.

B. Ressources nécessaires en nature

38. Pour 1987, le montant des ressources en nature dont l'Office a besoin est estimé à 21,7 millions de dollars. Plusieurs donateurs fournissent habituellement à l'UNRWA des contributions en nature sous forme d'articles de base et de services et l'on compte qu'ils pourront continuer de le faire en 1987. En 1984 et 1985, la

quantité de denrées alimentaires donnée à l'UNRWA avait diminué. L'année dernière, l'Office a lancé un appel spécial en vue d'obtenir des dons de farine pour reconstituer ses stocks, de façon à faire face à des situations d'urgence comme celles qui se sont produites au Liban, et il a reçu une réaction encourageante de la part d'un certain nombre de gouvernements. La farine a été livrée et l'Office a maintenant des stocks raisonnables.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 13 (A/41/13).

2/ Ibid., quarantième session, Supplément No 13 (A/40/13/Add.1), par. 9.

ANNEXE I

Contributions annoncées au 30 septembre 1986

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	En espèces	En nature	Total
I. Contributions des gouvernements			
Allemagne, République fédérale d'	4 368 666	353 320	4 721 986
Arabie saoudite	1 000 000	-	1 000 000
Argentine	15 000	-	15 000
Australie	977 620	346 154	1 323 774
Autriche	145 000	-	145 000
Bahreïn	15 000	-	15 000
Belgique	428 304	-	428 304
Birmanie	1 000	-	1 000
Cameroun	6 000	-	6 000
Canada	6 127 247	-	6 127 247
Chili	5 000	-	5 000
Chine	50 000	-	50 000
Chypre	1 983	-	1 983
Danemark	2 463 394	-	2 463 394
Egypte	7 407	-	7 407
Espagne	1 382 271	-	1 382 271
Etats-Unis d'Amérique	67 000 000	-	67 000 000
Finlande	958 252	-	958 252
France	1 043 952	741 714	1 785 666
Grèce	60 000	-	60 000
Inde	17 000	7 642	24 642
Indonésie	8 000	-	8 000
Iran (République islamique d')	30 000	-	30 000
Irlande	448 470	-	448 470
Islande	9 500	-	9 500
Israël	-	289 300	289 300
Italie	4 874 431	847 000	5 721 431
Japon	9 500 000	2 444 706	11 944 706
Jordanie	-	544 236	544 236
Koweït	1 100 000	-	1 100 000
Liban	-	12 497	12 497
Luxembourg	7 851	-	7 851
Malaisie	5 000	-	5 000
Maldives	1 000	-	1 000
Mexique	3 000	-	3 000
Monaco	1 708	-	1 708
Norvège	8 580 965	-	8 580 965

Donateur	En espèces	En nature	Total
Oman	25 000	-	25 000
Pakistan	21 065	-	21 065
Pays-Bas	2 028 875	-	2 028 875
Philippines	2 000	-	2 000
Portugal	15 000	-	15 000
Qatar	100 000	-	100 000
République arabe syrienne	-	132 102	132 102
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	7 147 754	-	7 147 754
Saint-Marin	3 170	-	3 170
Saint-Siège	14 500	-	14 500
Sénégal	5 000	-	5 000
Seychelles	300	-	300
Sri Lanka	-	2 000	2 000
Suède	9 516 668	-	9 516 668
Suisse	1 534 558	3 453 327	4 987 885
Thaïlande	13 532	-	13 532
Tunisie	11 000	-	11 000
Turquie	30 000	-	30 000
Venezuela	10 000	-	10 000
Yougoslavie	-	25 000	25 000
Zimbabwe	3 689	-	3 689
Total partiel	131 125 072	9 198 998	140 324 070

II. Contributions d'organisations intergouvernementales

Communauté économique européenne	20 138 000	11 584 263	31 722 263
Fonds spécial de l'OPEP	726 000	-	726 000
Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies (AGFUND)	920 000	-	920 000
Total partiel	21 784 000	11 584 263	33 368 263

Donateur	En espèces	En nature	Total
III. Contributions de l'ONU et des institutions spécialisées des Nations Unies			
Organisation des Nations Unies (au titre du budget ordinaire)	5 510 890	-	5 510 890
FISE	33 700	-	33 700
Unesco	-	1 470 020	1 470 020
OMS	-	465 890	465 890
Total partiel	5 544 590	1 935 910	7 480 500
IV. Recettes de sources non gouvernementales			
American Friends Service Committee	131 000	-	131 000
American Near East Refugee Aid	2 000	21 239	23 239
Arabian American Oil Company (ARAMCO) - Arabie saoudite	220 000	-	220 000
Fondation Calouste Gulbenkian (Portugal)	12 258	-	12 258
Co-operation for Development - Royaume-Uni	58 623	-	58 623
Autorités de Gaza	-	71 618	71 618
Holy Land Christian Mission	120 000	-	120 000
Comité indonésien pour la célébration du quarantième anniversaire de l'ONU	6 000	-	6 000
Near East Council of Churches	-	40 000	40 000
Association de secours du peuple norvégien	823	-	823
Conseil norvégien pour les réfugiés	118 074	-	118 074
OXFAM - Royaume-Uni	41 654	-	41 654
Mission pontificale pour la Palestine	99 714	-	99 714
Statens Serum Institute	-	3 451	3 451
Rädda Barnen (Fonds suédois de secours à l'enfance)	32 000	-	32 000
Donateurs divers	816 011	65 847	881 858
Total partiel	1 676 994	202 155	1 879 149

Donateur	En espèces	En nature	Total
V. <u>Recettes d'autres sources</u>			
Capen, Mme Anna	8 000	-	8 000
Peuple chypriote turc	2 000	-	2 000
Donateurs divers	207 110	7 657	214 767
Total partiel	217 110	7 657	224 767
TOTAL	160 347 766	22 928 983	183 276 749

ANNEXE II

Aide accordée directement par les gouvernements aux réfugiés
de Palestine a/

(1er juillet 1985-30 juin 1986)

Note : Tous les chiffres ci-dessous ont été fournis par les gouvernements intéressés et sont exprimés en dollars des Etats-Unis, la conversion étant effectuée au taux de change fixé pour les opérations de l'ONU.

	Egypte	Israël	Jordanie	Liban b/	République arabe syrienne
Enseignement	82 224 000	12 460 000	74 780 495		56 177 496
Assistance sociale	3 925 000	1 680 000	3 610 871		2 721 686
Services médicaux	c/	7 500 000	22 944 076		2 185 810
Logement	d/	1 500 000	19 075 286		8 271 464
Services de sécurité	-	-	e/		6 148 472
Services divers	d/	4 000 000	e/		9 181 471
Dépenses d'administration	184 111 000	-	5 319 587		6 345 900
Total	270 260 000	27 140 000	125 730 315		91 032 299

a/ Cette assistance a été accordée directement aux réfugiés, en sus des contributions fournies à l'UNRWA (voir annexe I).

b/ Chiffres non reçus.

c/ Les services de santé sont inclus dans les services de protection sociale.

d/ Le logement et les services divers sont inclus dans les dépenses d'administration.

e/ La sécurité et les services divers sont inclus dans les dépenses d'administration.

ANNEXE III

Projets continus entièrement financés par des donateurs en 1987

<u>Titre</u>	<u>En milliers de dollars E.-U.</u>
1. Alimentation d'appoint; financée par la CEE	10 195
2. Projet générateur de recettes (Gaza); financé par Co-operation for Development, Royaume-Uni	24
3. Centre pour les aveugles (Gaza); financé par la Mission pontificale et d'autres donateurs	213
4. Centre d'enfants handicapés (camp de Hush); financé par le Comité central mennonite	15
5. Centres de formation de Ramallah (pour hommes et pour femmes)	3 040
6. Bourses universitaires de l'ARAMCO; financées par l'ARAMCO	68
7. Projet pour les handicapés (camp de Jarash); financé par OXFAM	24
8. Projet pour les handicapés (camp de Souf); financé par OXFAM	15
9. Projet générateur de recettes (Liban); financé par l'Association de secours du peuple norvégien	40
